

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909

N°882 du 17 Juin 2006

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### **DEMANDEZ LE PROGRAMME !**

*J'ai été atterré par les résultats du sondage BVA Figaro LCI publiés vendredi dernier, qui donnait les réponses d'un échantillon représentatif des électeurs français aux questions posées sur le « projet socialiste ». Je crois nécessaire d'y revenir, même si une semaine complète est déjà passée : pas de raison pour que l'opinion des Français ait changé en si peu de jours. Hélas !*

*Après cette première réaction de stupeur, j'ai cherché des explications logiques à ce qui peut paraître aberrant à un esprit cartésien. Je vous en proposerai quelques-unes, mais je retiens finalement celle-ci : il nous faut d'urgence proposer aux Français un vrai programme alternatif qui puisse les faire rêver à la liberté.*

*Il y a bien de quoi être stupéfait. Globalement, tout le monde applaudit des deux mains au projet socialiste. 92% des sondés approuvent le développement des services publics dans le domaine de la petite enfance et de la formation. Cela prouve d'une part que les Français préfèrent confier leurs enfants à l'Etat, à la crèche municipale plutôt que de s'en occuper, d'autre part qu'ils n'ont tiré aucune leçon du système public de formation, qui a totalement échoué à adapter les jeunes et les autres aux exigences actuelles de la vie économique, fabriquant une génération entière de sous-qualifiés et de chômeurs.*

*82% des sondés sont d'accord pour le SMIC à 1.500 euro. Ils ignorent sans doute que le SMIC est parmi les plus efficaces facteurs de chômage, et que son relèvement pénalise par priorité les gens peu qualifiés, les jeunes et les femmes. D'ailleurs, si la hausse du SMIC avait de telles vertus économiques et sociales, stimulant la croissance et réduisant les inégalités, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Les Verts, plus éclairés, proposent 1.800 euro. Qui dit mieux ?*

*68% des citoyens acceptent le vote dans les consultations municipales des immigrés installés chez nous depuis 3 ans. Pourquoi pas, s'ils payent des impôts et ne recherchent pas des privilèges ? Mais j'en doute...*

*Les homosexuels sont les bien aimés des sondés : 60% des Français sont en faveur des mariages gays et 48% pour leur reconnaître le droit à l'adoption. La famille et la démographie françaises vont s'en trouver sans doute confortées.*

*Dans le domaine des réformes économiques, 56% sont pour la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, pour évidemment accentuer la progressivité des prélèvements, faire payer un peu plus les « riches » et exonérer un plus grand nombre de « pauvres ». Il faut bien sûr supprimer le CNE : il a le tort de créer des emplois ! Pour couronner le tout, renationalisons EDF (52%).*

*Ce qui est ahurissant c'est que ces réponses ne font pas apparaître un écart sensible entre les sympathisants de gauche et ceux de droite, bien qu'évidemment les premiers soient plus proches du projet du PS. On notera aussi que les gens de droite, pour les deux tiers, estiment que le Parti Socialiste au pouvoir ne ferait ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel.*

*Voilà d'ailleurs une première explication : à force d'avoir des gouvernants de droite qui font une politique de gauche, les gens ont perdu tout repère et toute lucidité. On peut leur demander n'importe quoi : ils sont d'avance résignés, ils n'ont plus rien à perdre.*

*Une deuxième explication est que l'esprit des Français est déjà complètement acquis au projet socialiste, parce qu'il est imprégné en permanence de discours, de thèmes socialistes, et parce qu'un consensus national s'est peu à peu formé autour de quelques idées simplistes mais fortes : les*

*services publics « à la française » sont une bonne chose, la distribution de pouvoir d'achat allie l'efficacité économique et « la justice sociale » et pour s'enrichir il suffit de voter des salaires plus élevés, la réforme fiscale ne peut être à base de « cadeaux faits aux riches ». Ces leitmotifs ont été repris dans tous les médias et par la plupart des politiciens, tous partis confondus. Les Français sont entrés en socialisme sans l'avoir voulu, sans l'avoir su. Aujourd'hui si on leur fait subir un test de virus socialiste ils sont séro-positifs.*

*Vient alors la troisième explication : les Français n'ont pas reçu l'antidote libéral, ils ont échappé à la campagne de vaccination menée dans la plupart des pays libres. La pensée libérale n'a aucune expression politique : aucun leader, aucun parti. Tous les gens de gauche, et beaucoup à droite, pensent que nous sommes immergés dans « l'ultra-libéralisme » alors que nous nous noyons dans le collectivisme et l'étatisme. Comme ils n'ont jamais entendu Mozart ni Verdi, ils n'aiment pas l'opéra. L'ignorance du libéralisme, c'est l'ignorance non seulement des lois élémentaires de l'économie, qui exigent la libre entreprise et le libre échange, mais aussi des principes de l'harmonie sociale, à base d'état de droit, de respect du droit naturel et de solidarité volontaire.*

*La quatrième et dernière explication, à laquelle je me tiendrai finalement, c'est que les libéraux n'ont pas encore su faire passer leurs idées dans le grand public. Il est vrai qu'ils ne peuvent pas compter sur les hauts parleurs que sont les politiciens et les journalistes, tous hostiles ou ignorants. Mais comment présenter le libéralisme dans toutes ses dimensions, et le résumer dans un programme simple ? Plusieurs tentatives ont été faites dans le passé, je pense notamment aux initiatives de l'ALEPS en 1974, 1986 et 1993, en peine perdue ; je pense aux livres couronnés par notre Grand Prix Annuel, et notamment à celui du président du jury, Pascal Salin (« Libéralisme »). Mais il faut sans doute remettre notre ouvrage sur le métier. Je m'y emploie avec quelques autres, et peut-être pourrions-nous vous dire bientôt : « Demandez le programme ! » Si vous nous aidez à le diffuser, les sondages pourraient peut-être s'infléchir... Le ferez-vous ?*

Jacques Garelo

## Conjoncture

### LE MEDEF MET CARTES SUR TABLE

C'est une véritable leçon d'économie que vient de publier le MEDEF, sous la direction de sa Présidente Laurence PARISOT, sous le titre « Cartes sur table ». Il s'agit du rapport annuel de l'organisation patronale sur la situation économique de la France et c'est l'occasion de rappeler quelques vérités sur notre pays. Tout y passe, depuis la dérive des dépenses publiques jusqu'au fait qu'en France on privilégie trop la demande, au détriment de l'offre, c'est-à-dire des entreprises. Et c'est l'occasion aussi de rappeler l'importance du capital humain et de l'investissement en capital humain, c'est-à-dire de l'éducation.

#### Faire de la pédagogie auprès des Français

Le rapport annuel du MEDEF sur l'économie française (« cartes sur table ») n'est pas passé inaperçu : « La France doit se préparer à un monde inédit » titre Le Figaro, tandis que Les Echos précise : « Le MEDEF veut replacer la création de richesse au cœur du débat économique ». Pour Laurence PARISOT « Il faut dire ouvertement, méthodiquement et même loyalement à nos compatriotes ce qu'est le monde inédit dans lequel nous vivons aujourd'hui. La modernisation de notre modèle social ne pourra se faire sans renouvellement de notre pensée économique ».

Le MEDEF veut « susciter des questions et des réponses, faire de la pédagogie auprès des Français ». Autrement dit, faire comprendre et aimer l'économie de marché. Ce que font déjà de nombreux entrepreneurs, qui prennent courageusement position dans les débats économiques, ce que nous avons souvent souligné ici en reproduisant leurs propos. Faire de la pédagogie, c'est essentiel, et c'est ce que nous faisons dans la Nouvelle Lettre et sur le site Libres, en expliquant aux Français l'économie de marché et ses exigences. Nous ne pouvons que nous réjouir de voir le MEDEF rejoindre ce combat pour la vérité.

Le MEDEF veut d'ailleurs aller plus loin et va publier en octobre un livre blanc pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur les questions économiques. « Cartes sur table » en donne en avant goût. Première constatation, selon Pierre NANTERME, Président de la commission économique du MEDEF, le triptyque 8-4-2 : « 8% de croissance pour l'Asie, 4% pour les Etats-Unis et 2% pour l'Europe ». « La division classique du marché du travail avec d'un côté des pays riches qui maîtrisent la technologie et laissent la production aux autres pays -les émergents- est en train de disparaître. A la place, les pays émergents s'imposent par leurs compétences et se placent du côté de l'intelligence, de la matière grise ».

## **Il n'est de richesses que d'hommes**

Autrement dit, ce qui compte aujourd'hui ce sont les hommes, c'est le capital humain. Et donc l'essentiel, c'est l'éducation, véritable investissement en capital humain. Pourquoi forme-t-on 800 000 ingénieurs par an en Chine et 525 000 en Inde, contre 27 000 en France ? Et encore, selon L. PARISOT « l'état de nos universités n'est-il pas la honte de notre pays ? ». Pourquoi dépensons-nous moins pour nos étudiants que pour les lycéens ? C'est un sujet que nous avons souvent traité et la réponse tient largement dans le refus des financements privés.

Autre question fondamentale : la dérive des dépenses publiques. Selon le MEDEF, depuis 1989, les dépenses de fonctionnement de l'Etat ont augmenté de 47%, le PIB de 37% et les dépenses d'avenir (comme la recherche) de 16% seulement. Autre constatation : depuis 1978, les dépenses sociales ont été multipliées par 2,30 contre 1,7 pour la production marchande. Voilà pourquoi l'économie française est malade : malade des dépenses publiques, malade de l'Etat.

Autre faiblesse du système économique et social français : commencer par distribuer avant même d'avoir produit. Or pour le MEDEF, il faut « créer de la richesse avant de la distribuer ». C'est l'une des erreurs fondamentales relevées par l'organisation patronale « parler consommation et solidarité avant de parler production et compétitivité ». Autre erreur « prétendre que c'est l'Etat qui produit les emplois et les revenus ».

## **Libérer les entreprises**

Mais pourquoi la France est-elle en retard dans le train économique mondial ? Réponse du MEDEF : la politique menée par le gouvernement privilégie trop la consommation, c'est-à-dire la demande, au détriment de l'offre, à savoir les entreprises. En termes économiques, on raisonne encore avec les théories keynésiennes suivant lesquelles la demande globale serait le moteur de l'économie. La réalité voudrait que l'on s'appuie sur les théories de l'offre suivant lesquelles il faut privilégier la création de richesse puisque, comme l'expliquait déjà Jean-Baptiste SAY, l'offre crée sa propre demande.

Mais comment encourager l'offre : de deux façons. D'une part en la libérant des contraintes fiscales, comme le démontre la courbe de LAFFER, c'est-à-dire en baissant les taux d'imposition, et en réduisant les dépenses publiques. Et d'autre part en libérant les entreprises des contraintes administratives et sociales qui les étouffent, c'est-à-dire en déréglementant et en désétatisant. Il faut pour cela privatiser, ouvrir à la concurrence, amender le droit du travail et la sécurité sociale.

Le MEDEF souligne les problèmes des entreprises et l'affaiblissement des marges des sociétés, en raison de la pression juridique et fiscale de plus en plus lourde qui pèse sur elles. Oui, c'est essentiel car ce sont les entreprises qui créent richesses et emplois. Il faut donc libérer les entreprises pour libérer l'économie.

Tout cela peut sembler manquer d'originalité pour des libéraux. Mais le fait que ce soit le MEDEF qui l'affirme avec lucidité et clarté est à signaler, après quelques décennies de passivité résignée du patronat.

Nous nous sentons désormais un peu moins seuls pour défendre et faire aimer l'économie de libre marché, et nous nous trouvons naturellement engagés dans la lutte contre l'ignorance économique qui permet aux ennemis de la liberté de manipuler sans cesse l'opinion publique. Il est essentiel d'expliquer aux Français que leur situation actuelle et leur avenir, que leurs emplois et leurs revenus d'aujourd'hui et demain, dépendent de la mise en œuvre rapide des réformes qui libéreront le pays. Il faut desserrer l'étreinte idéologique qui pèse sur ce pays et qui dépasse largement hélas les frontières de la gauche politique et syndicale. Cette première leçon d'économie par le MEDEF est un pas important, et nous l'apprécions à sa juste valeur.

## **MEDECINS : LE REVEIL DES LIBERAUX**

La semaine dernière, nous avons évoqué le déclenchement de l'alarme à propos des dépenses d'assurance-maladie. A cette occasion, nous avons observé que les médecins avaient marqué leur désapprobation lors des élections professionnelles en sanctionnant les syndicats favorables à la convention entre syndicats et assurance-maladie. Une analyse plus fine des résultats, qui sont maintenant tous connus, montre que ce scrutin apporte d'autres enseignements.

Il est d'abord exact que les syndicats qui ont signé la convention précédente ont été sanctionnés lors de ces élections où les médecins libéraux désignaient leurs représentants aux unions régionales (URML). Ces syndicats avaient approuvé la réforme DOUSTE-BLAZY et en particulier le dispositif du médecin traitant.

C'est le cas de la CSMF, syndicat traditionnellement majoritaire. Il est passé chez les généralistes de 41% à 26% et s'est effondré chez les spécialistes, passant de 60% à 39%. Recul également d'un autre syndicat favorable à la convention, le SML (syndicat des médecins libéraux) : il est passé de 16% à 10% chez les généralistes et de 22% à 15% chez les spécialistes.

En sens inverse, les syndicats qui n'avaient pas approuvé la convention progressent. C'est le cas de MG-France, qui n'est présent que chez les généralistes, qui progresse un peu, passant de 31% à 32%, et qui est plutôt à gauche, et d'un nouveau venu, Espace Généraliste, absent en 2000, qui réalise 12% des voix. Ce dernier est également à gauche et défend l'exercice collectif de la médecine, en réseau, et mettant en avant la prévention.

Mais la progression la plus spectaculaire, dans les deux collèges, concerne la FMF. Ce syndicat passe de 5% à 16,5% chez les généralistes et surtout de 7% à 35,7% chez les spécialistes. Or, comme le souligne Les Echos en publiant ces résultats, « la FMF défend la ligne la plus libérale dans le monde médical, exprimant une sensibilité aux antipodes de MG France, plutôt à gauche ». Comme le dit le Dr REGI, de la FMF, « les médecins n'ont plus l'impression d'exercer leur métier, mais d'être devenus les supplétifs de la sécurité sociale ».

Incontestablement, c'est la frange libérale des médecins qui s'est réveillée et qui a progressé le plus fortement. Le paysage syndical des médecins s'en trouve bouleversé. Pour notre part, nous y voyons un signe d'espoir. En effet, jusque là on entendait surtout les médecins favorables aux accords avec les caisses et à la convention ou encore ceux qui trouvaient que cette convention n'allait pas assez loin dans l'encadrement de la médecine ; désormais, on va entendre aussi, et fortement, ceux qui défendent une vraie médecine libérale.

Les succès des coordinations spontanées de médecins, indépendantes des syndicats, et diverses opérations ponctuelles avaient laissé penser que quelque chose changeait dans le monde libéral. Maintenant il se confirme que le courant authentiquement libéral s'exprime à nouveau. Un nombre croissant de médecins en ont assez d'être soumis aux bons vouloirs des caisses, aux honoraires imposés par la sécurité sociale et aux diktats de toute nature, ainsi qu'à la paperasserie des caisses d'assurance maladie. Ils en ont assez des usines à gaz. On était allé tellement loin dans l'interventionnisme et l'étatisme que tôt ou tard la réaction devait se faire, et nous l'avions annoncée et souhaitée depuis longtemps.

Pendant des années, la pression des caisses avait été si forte que les médecins avaient fini par se résigner, et avaient cessé d'imaginer qu'il pouvait exister autre chose que des honoraires conventionnels fixés par les caisses ou le monopole de la sécurité sociale. Maintenant les yeux se sont ouverts. Les médecins doivent donc se tourner résolument vers les réformes, et comprendre que la solution libérale est bien réaliste. La concurrence et le marché, pour eux-mêmes comme pour les organismes d'assurance, cela fonctionne très bien dans de nombreux pays, sans menace ni pour les médecins, ni pour les malades. Libéraliser, y compris les prix, décentraliser, ouvrir à la concurrence voilà ce que font tous nos partenaires.

Pendant des générations, la médecine libérale en France a porté au plus haut niveau la qualité des soins et leur administration sans exclusion ni discrimination. Il suffit de retrouver ce qui a fait l'honneur de notre pays.

## DE L'EAU DANS LE GAZ

Manifestement, il y a de l'eau dans le gaz à propos du rapprochement, voulu par le gouvernement, entre Suez et Gaz de France. Beaucoup d'hommes politiques s'agitent autour de cette affaire, et le gouvernement a semblé hésiter, mais pas pour de bonnes raisons. On se souvient qu'au départ, il s'agissait d'une affaire strictement privée, entre deux groupes privés, l'Italien Enel (Electricien) voulant lancer une OPA sur le Français Suez (présent, entre autres, dans l'eau). A priori, l'affaire aurait dû s'arrêter là, et le marché, plus précisément les actionnaires de Suez, auraient tout simplement répondu oui ou non à l'offre de Enel.

Mais le gouvernement, tout à son patriotisme économique, n'a pas voulu en rester là. Qu'une entreprise française rachète une entreprise étrangère, c'est très bien et cela se voit tous les jours. Mais l'inverse, c'est intolérable. C'est une atteinte à l'honneur national. Et le gouvernement d'inventer une parade : c'est une entreprise bien de chez nous, GDF, qui rachètera Suez. Ce qui nécessite une privatisation au moins partielle -et majoritaire- de l'entreprise publique.

Bien entendu, le gouvernement ne veut pas aller trop loin dans la privatisation du gazier et il a donc prévu de conserver 34% des actions (minorité de blocage) et surtout une action spécifique « en vue de préserver les intérêts nationaux dans le secteur de l'énergie, notamment la continuité et la sécurité de l'approvisionnement ». Une Golden share en clair. Car c'est bien connu, si on privatisait totalement GDF, l'approvisionnement ne serait plus assuré, le secteur privé ayant sûrement intérêt à refuser de vendre son gaz !

Tout cela est connu et une analyse objective montrerait que plus qu'une privatisation de GDF, les restrictions sont telles qu'on pourrait parler d'une nationalisation de Suez. Mais il y a du nouveau. Le gouvernement, comme les parlementaires, a semblé freiner et hésiter à franchir le pas. Écoutons Patrick OLLIER, Président de la commission économique de l'Assemblée : « Gaz de France ne doit pas disparaître, le groupe doit garder son nom. Sa mission de service public doit être préservée. Il faut apporter des garanties sociales et il doit être clairement stipulé, dans la loi en préparation, que l'Etat garde 34% du nouvel ensemble ». C'est tout. Autrement dit, changeons le moins possible le statut de GDF et de son personnel. Conservons les privilèges hérités du monopole et de l'entreprise publique.

En clair, le gouvernement s'est engagé un peu vite dans la voie de la fusion Suez-GDF, qui implique une privatisation au moins partielle, et maintenant il regrette non ce projet, mais cette privatisation. On dit à Matignon que le premier ministre ne veut plus de projets qui fassent des vagues, c'est-à-dire qui fassent de la peine aux syndicats et aux partis de gauche. Donc il hésite à franchir le pas et s'il le fait ce sera avec le plus de restrictions possibles.

Comme le dit Pierre MEHAIGNERIE, Président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, « il y a de l'eau dans le gaz ». Selon Le Monde, on indique à l'Élysée qu'on « craint tout ce qui peut achever d'affaiblir le premier ministre ». Selon Jacques CHIRAC, la privatisation de GDF est « plus un problème » qu'une aide pour Dominique de VILLEPIN. L'Élysée parle des « sensibilités sociales à GDF et des impératifs de service public auxquels il faut faire très attention ». Et tout cela sans parler de l'intérêt que Bruxelles porte à l'opération : la Commission est très attentive à tout ce qui peut porter atteinte à la concurrence et ne laissera pas faire n'importe quoi.

Conclusion du Monde : « La privatisation de Gaz de France semble de plus en plus compromise, le gouvernement tergiverse ». Commentaire du Figaro : « Inquiétude parmi les députés. Course contre la montre à l'Assemblée ». Et Les Echos précise « Sans doute pas de projet avant la rentrée ». Car il semble difficile de trancher au Parlement avant les vacances d'été, ce qui reporterait (sauf session extraordinaire) la décision en octobre, et on sera alors bien près de l'élection présidentielle pour affronter les syndicats. Telle est du moins l'opinion gouvernementale. Finalement, BRETON a fait deux pas en arrière, avant que VILLEPIN ne reprenne la main en expliquant qu'il était « déterminé » et qu'il voulait aller vite (il avait dit le contraire l'avant-veille). En définitive, il est question de saisir le conseil des ministres fin juin et ensuite (mais quand ?) le Parlement. Tout cela est pour le moins confus. Aux dernières nouvelles, Thierry BRETON a fait savoir que le vote du Parlement « ne pouvait pas intervenir avant juillet ».

Tout cela relance l'hypothèse Enel, c'est-à-dire l'OPA prévue initialement. Une nouvelle fois, le gouvernement a eu peur d'affronter les syndicats et d'avoir l'air de privatiser un « service public ». On verra comment les choses évoluent dans les prochaines semaines. Au cours du déjeuner qu'il a pris avec Romano PRODI, Jacques CHIRAC n'a pas caché le déplaisir que lui cause la position italienne : entre socialistes opposés au capitalisme ne peut-on pas trouver un consensus ?

En tous cas, la solution du gouvernement, qu'il renonce ou qu'il privatise partiellement, ne sera pas la bonne. Car dans les deux cas nos dirigeants ne veulent pas accepter l'arbitrage du marché. Ils ne veulent pas laisser se dérouler l'OPA Enel-Suez, ni davantage perdre le contrôle de Gaz de France en cas de fusion avec Suez.

### **SURPRENANTE POLOGNE**

Nous avons ces dernières semaines tiré plusieurs fois le signal d'alarme au sujet de la Pologne : le refus de l'alliance avec les libéraux, le choix de gouverner avec les extrémistes anti-libéraux nous avaient inquiété. Les positions très hostiles au libre échange et pour tout dire le retour de l'Etat aussi. Mais avec ce gouvernement, tout est possible et le pire, comme le meilleur, peuvent surgir à tout moment tant la politique est imprévisible, en raison des tiraillements entre les diverses tendances. Car tous les Polonais ne sont pas, loin s'en faut, anti-marché, même au sein du gouvernement.

Cette semaine, après le pire, c'est, sinon le meilleur, du moins une éclaircie. Certes, nous savons qu'une hirondelle ne fait pas le printemps et nous restons sur notre réserve prudente. Mais l'objectivité nous oblige à tenir compte du réel et des décisions prises. C'est sur le plan fiscal, c'est à dire là où on l'attendait le moins, que le gouvernement a pris des décisions. Et c'est d'autant plus étonnant qu'il s'était opposé fermement à la proposition de flat tax qui figurait dans le programme libéral : pas question de baisser les impôts.

Le premier ministre, Kazimierz MARCINKIEWICZ, veut changer le système fiscal, alors que le ministre des finances avait déclaré que les baisses d'impôts étaient reportées sine die. Le système actuel est très progressif, avec trois taux : 19%, 30% et 40%. La progressivité serait diminuée sensiblement, puisque le taux marginal passerait à 32% seulement, et le système simplifié, puisqu'il n'y aurait plus que deux taux : 18% et 32%. Certes, ce n'est pas la flat tax, mais c'est déjà bien mieux et on serait heureux en France d'en être là.

De plus, comme le fait remarquer Les Echos, « plus de 90% des Polonais ne seraient pas soumis au taux de 32% ». Autrement dit pour plus de 90% de la population, ce serait déjà la flat tax à 18%. Nous aurons préféré évidemment une flat tax totale, comme le proposaient les libéraux, à 15%. Mais l'évolution n'est pas négligeable, surtout pour un gouvernement non libéral. Cela va en tous cas dans la bonne direction.

Les Echos s'enthousiasme même : « Le gouvernement polonais prend un tournant libéral ». « Cette réforme très libérale ne correspond clairement pas à l'image étatiste et sociale que veut donner Droit et justice, surtout depuis son alliance avec l'extrême-droite et les populistes. Le paysage politique polonais s'en trouve une nouvelle fois brouillé ».

On peut en faire une lecture très politicienne : le gouvernement n'est pas devenu libéral, mais l'opinion l'est en grande partie et les électeurs souhaitent clairement une baisse des taux d'imposition : le gouvernement veut seulement se rendre populaire. Mais cela nous permet d'en tirer une leçon pour la France : que les Français deviennent libéraux et nos gouvernements se convertiront. Voilà pourquoi c'est la bataille de l'opinion publique qu'il faut gagner, comme nous l'expliquons dans notre article de conjoncture.

Pour revenir à la Pologne, il faudra suivre avec attention l'évolution de la politique gouvernementale. N'oublions pas que ce pays avait été l'un des premiers à se réformer et qu'il est le plus peuplé des nouveaux adhérents de l'Est. Ce qui s'y passe est donc important pour l'avenir de l'Europe. Il faudra donc voir s'il s'agit d'une simple mesure isolée dans un ensemble qui restera anti-libéral, ou si un infléchissement est en cours, comme semble le croire Les Echos. Espérons que notre confrère ait raison, mais l'histoire nous a appris à être prudents.

## **REZA PAHLAVI : « UN REGIME TOTALITAIRE »**

La crise iranienne suit son cours et l'Occident a fait de nouvelles propositions à l'Iran, qui pourrait être autorisé à enrichir de l'uranium. Pour la première fois, les lignes ont un peu bougé et l'Iran a semblé mettre un peu d'eau dans son vin en jugeant « positive » l'offre présentée par les cinq membres permanents du conseil de sécurité. Mais rien n'est réglé pour l'instant et le fils du chah, Reza PAHLAVI, dans un entretien accord au Figaro, rappelle opportunément que l'Iran actuel constitue toujours une menace. Il rêve de fédérer l'opposition démocratique et laïque au régime issu de la révolution islamique de 1979.

Question du Figaro : l'Iran a-t-il droit à l'arme nucléaire ? « Le problème n'est pas la technologie. Les pays occidentaux lui ont vendu, avant la révolution de 1979, des technologies nucléaires. Aujourd'hui, nous sommes face à un régime totalitaire, qui soutient le terrorisme et promeut une vision radicale de l'islam. L'accès à l'arme nucléaire lui permettrait d'asseoir sa position dans la région, de dominer les deux rives du Golfe persique et les flux de pétrole. Le régime pourrait réussir ainsi ce que l'Union soviétique n'a jamais pu faire : contrôler l'économie mondiale. L'arme nucléaire est une garantie de survie pour le régime ».

« La plupart des gouvernements étrangers se trompent en croyant traiter avec un Etat conventionnel. Pour les dirigeants iraniens, l'intérêt national ne signifie rien et des incitations économiques sont inopérantes. De leur point de vue, le Hezbollah au Liban ou le Hamas en Palestine sont beaucoup plus importants que l'intérêt des Iraniens d'obédience sunnite ou d'autres minorités en Iran. (...) Je ne vois aucune carotte possible qui pourrait sortir le régime de l'irrationalité. Il ne cherche qu'à gagner du temps, pour se rapprocher encore plus de la possibilité de fabriquer des armes de destruction massive. Le monde perd son temps ».

« Tout dépend d'un changement de régime en Iran. Ce régime est le problème clé pour notre société, pour la région et pour le monde. La meilleure solution est d'y mettre fin et d'investir dans la démocratie. Tant que ce régime existera, aucun des grands problèmes mondiaux, la paix entre Israéliens et Palestiniens, le radicalisme religieux, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, ne pourra être réglé »

« Nous ne réclamons pas une intervention étrangère, qui serait contre-productive. Cela fait vingt-sept ans que le monde entier envoie ses pompiers dans le monde pour éteindre les feux. Un jour, il faudra bien s'intéresser à celui qui tient la boîte d'allumettes : la République islamique d'Iran. La majorité des problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui – prix du pétrole, terrorisme, prolifération, radicalisme- sont liés, d'une manière ou d'une autre, à la République islamique ».

Le changement viendra « de l'intérieur, exclusivement. Les forces réelles sont à l'intérieur. Des milliers de groupes en Iran font de leur mieux pour lancer une campagne de désobéissance civile non violente. Ils ont besoin d'assistance et d'aide de l'extérieur. Nous espérons, en tant qu'Iraniens, que le monde va finalement choisir son camp ; garantir la survie de ce régime ou faciliter l'avènement d'un régime démocratique et laïc ».

Petite question intéressante en passant : La France fait-elle justement partie des pays qui soutiennent le statu quo ? « Je ne sais pas si c'est volontairement, mais la France, comme l'Allemagne, en font clairement partie ». C'est dit poliment, mais c'est dit : la position française n'est pas claire, ni très favorable aux droits de l'homme.

Conclusion : quel rôle jouez-vous ? « Celui de facilitateur et d'élément fédérateur, car l'union fait la force. Je souhaite un régime laïc, avec une séparation claire et nette du clergé et de l'Etat et fondé sur les droits de l'homme ». Pour l'instant, on est loin du compte et le régime poursuit la répression impitoyable de l'opposition, tandis que la loi religieuse s'impose à tous, si besoin par la force.

## **DEMANDEZ LE PROGRAMME...DE L'UNIVERSITE D'ETE !**

La semaine dernière nous vous avons donné les grandes lignes du programme de la XXIXème Université d'Été. Nous vous rappelons qu'elle se déroule

**du 27 août au soir au 30 août au soir à Aix en Provence**

Le lancement de l'Université se fera, comme d'habitude, au cours du dîner d'ouverture dimanche soir 27 août. Deux orateurs se partageront la vedette de cette soirée, l'un s'exprimera en français, l'autre en anglais, et une traduction écrite sera fournie. Sous réserve de sa confirmation c'est le Président de la République Tchèque, Vaclav KLAUS, qui parlera des choix qui s'offrent à l'Europe aujourd'hui, tandis que c'est Maître Jean Philippe DELSOL, délégué général de l'IREF, qui évoquera le rêve d'un paradis fiscal européen.

Le Lundi sera consacré principalement à la Concurrence Institutionnelle. Cela signifie que l'Europe a le choix entre se donner des institutions communes à tous les pays, et accepter la diversité des règles sociales, juridiques et politiques de chaque pays de l'Union – mais avec la liberté pour tout Européen de se réclamer des règles qu'il estime les plus avantageuses pour lui : il met les Etats en concurrence. Ce thème sera illustré par des conférences et séminaires animés par des spécialistes de l'histoire européenne (Chantal DELSOL, Leonard LIGGIO), ou de la concurrence (Gerald O'DRISCOLL), ou du fédéralisme, notamment américain (Jean Philippe FELDMANN, Georges CAREY). La journée du lundi se terminera par la traditionnelle réception à la mairie d'Aix (Pavillon Vendôme).

Le Mardi, journée organisée en partenariat avec l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales), nous conduira à examiner la concurrence fiscale, que certains voient comme une menace de « dumping ». C'est la journée des experts, acteurs ou observateurs des réformes de l'impôt en Europe aujourd'hui : Mart LAAR, ancien Premier Ministre d'Estonie, apôtre de la « flat tax », Antonio MARTINO, économiste, ancien Président de la Mont Pèlerin Society, ancien ministre de la République Italienne, Victoria CURZON PRICE, Présidente actuelle de la Mont Pèlerin, spécialiste du fédéralisme fiscal des cantons suisses, Lars FELD pour l'Allemagne et Martin RICKETTS pour l'Angleterre, et finalement beaucoup d'autres intervenants pour cette journée.

Le Mercredi fera monter la température d'un degré avec un sujet brûlant : le « dumping social ». Peut-on envisager un marché du travail et de la sécurité sociale régis par la concurrence, au mépris de la « charte sociale » imposée naguère par les syndicats ? Il faudra rappeler l'état de délabrement des différents systèmes de protection sociale et les réformes en cours : Georges LANE et Jacques GARELLO en parleront. Il faudra aussi faire du droit du travail comparé, les entrepreneurs présents s'y emploieront avec les juristes français.

Au cours de la journée, le déjeuner (sur inscription) permettra sans doute de présenter les grandes lignes du « programme libéral » évoqué plus haut. Pierre GARELLO et Jean Yves NAUDET tireront les leçons de cette Université, avant le cocktail de clôture.

---

### **AU SOMMAIRE DU N°882 :**

**EDITORIAL :** Demandez le programme ! pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Le MEDEF met « cartes sur table » pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** Médecins : le réveil des libéraux p. 4 – De l'eau dans le gaz p. 5-6 – Surprenante Pologne p. 6 - Reza Pahlavi : « Un régime totalitaire » p. 7 – Demandez le programme... de l'Université d'Été ! p. 8

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)